



# L'État arrête Eric Drouet, figure de proue des «Gilets jaunes»

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2019

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Voulant se rendre place de la Concorde afin d'y allumer des bougies pour rendre hommage aux victimes du mouvement des «gilets jaunes», Eric Drouet, l'un des leaders de ce mouvement a été arrêté mercredi soir par la police. Le motif de cette arrestation, qui foule aux pieds le droit de manifester, était que ce rassemblement n'avait pas été déclaré auparavant en préfecture. Drouet avait appelé au rassemblement place de la Concorde dans une vidéo sur Facebook.

Entouré de sympathisants, Drouet a été bloqué puis saisi par les forces de l'ordre, puis embarqué sous les «Honte à vous!», «Dictature!» et «Salauds!» de la foule mercredi soir. On l'a placé en garde à vue et d'autres manifestants ont été arrêtés pour des vérifications d'identité.

L'avocat de Drouet, Khéops Lara a dénoncé dans un communiqué une «arrestation totalement injustifiée et arbitraire» pour celui qui risque six mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende. Me Lara a expliqué: «Le 'crime' a été de déposer des bougies (...) sur la place de la Concorde à Paris en hommage aux victimes 'gilets jaunes', décédées pour des motifs variés à l'occasion des manifestations et de l'occupations des ronds-points. Puis d'avoir voulu se réunir avec quelques proches et amis dans un endroit privé, un restaurant pour discuter et échanger».

Le parquet de Paris affirme qu'Eric Drouet aurait organisé «une manifestation sans déclaration préalable». Le secrétaire d'Etat, Olivier Dussopt a déclaré sur BFMTV que «Lorsque l'on ne respecte pas les règles, il est normal de rendre compte».

Ces accusations à l'encontre de Drouet sont absurdes et témoignent de l'État policier qui s'est développé en France. Il ne s'agissait pas d'une manifestation de masse, qui fait souvent l'objet d'une déclaration en préfecture, mais d'une réunion en petit comité qui l'État veut interdire.

Me Lara a demandé la levée de sa garde à vue, qui a été refusée par le parquet de Paris. Et d'ajouter, «Derrière ce vomis policier, médiatique et politique déversé sur Eric Drouet, ce sont les hommes et les femmes de 'la France d'en bas' qu'on insulte.»

Avec cette interpellation l'élite dirigeante lance un signal: toute acte d'opposition politique réelle, même protégée par la loi, sera criminalisée et persécutée par la justice. Face à une montée de colère sociale parmi les travailleurs en France et à l'international qui cible aussi les appareils syndicaux qui ont traditionnellement canalisé et étranglé les mobilisations ouvrières, la classe dirigeante réagit par la répression. A la mobilisation de hordes de CRS et de blindés s'ajoute le lynchage pseudo-judiciaire des figures en vue du mouvement.

Drouet a longtemps servi de porte-parole à des fractions des «gilets jaunes» opposées aux offres de négociations stériles faites par Macron. Avec Priscilla Ludovsky, Drouet avait rencontré le ministre de l'Écologie François de Rugy le 28 novembre pour des discussions entre le gouvernement et les représentants des «gilets jaunes». Drouet s'était attiré la haine du gouvernement et des médias en déclarant qu'il refusait les offres de Rugy parce qu'elles ne satisfaisaient pas les revendications des «gilets jaunes.»

Depuis, il fait l'objet d'une persécution policière sans relâche, visant finalement à écarter tous les dirigeants du mouvement qui poseraient obstacle aux tentatives de l'État de casser le mouvement par des négociations visant à le diviser et à l'enterrer.

Cette dernière arrestation de Drouet a provoqué la colère des «gilets jaunes». Ceux-ci ont déjà organisé des souscriptions pour rassembler les sommes d'argent nécessaires à la défense de Drouet dans les diverses affaires montées contre lui par les forces de l'ordre.

Début décembre, alors que le mouvement prenait de l'ampleur et faisait face à une répression féroce des mobilisations du samedi, Drouet avait été placé en garde à vue et avait fait l'objet d'une perquisition à domicile. Il était accusé de «provocation à la commission d'un crime ou d'un délit » et d' «organisation d'une manifestation illicite». Le seul motif pour ces accusations était qu'il avait déclaré lors d'un échange avec les journalistes de BFMTV qu'il voudrait entrer dans le palais de l'Élysée.

Le 8 décembre, Drouet avait été interpellé lors de l' «acte IV» des manifestations sur Paris soi-disant pour «port d'arme prohibée de catégorie D», un morceau de bois selon la presse, et pour «participation à un groupement formé en vue de violences ou de dégradations». Drouet doit être jugé en correctionnelle sur ces chefs d'accusation le 5 juin.

Cette acharnement de l'État contre Drouet démontre encore une fois que Macron et derrière lui l'Union européenne n'ont aucune intention de répondre aux revendications des «gilets jaunes», et plus largement des travailleurs en lutte à travers l'Europe. Le gouvernement de Macron, isolé et haï des masses des travailleurs est terrifié par ce mouvement des «gilets jaunes». Mais il n'a rien à proposer sauf intensifier les politiques inégalitaires, austéritaires et militaristes qui provoquent l'opposition des «gilets jaunes.»

Lors de ses vœux pour le nouvel an, Macron a insisté qu'il maintiendrait le cap sur les réformes pour attaquer les retraites, l'assurance-chômage et les statuts de la fonction publique. Et il a dénoncé les critiques de sa présidence formulées par les «gilets jaunes» en sermonnant les Français: «La dignité, mes chers compatriotes, c'est aussi le respect de chacun. Et je dois le dire, j'ai vu ces derniers temps des choses impensables et entendu l'inacceptable.»

C'est là le langage dictatorial d'un président-banquier qui a prétendu à l'époque de son élection qu'il manquerait à la France un roi, et qui semble vouloir postuler à présent pour ce poste malgré l'opposition d'une écrasante majorité des Français à sa politique.

La tâche de lutter contre la répression de Drouet et des «gilets jaunes» revient à la classe ouvrière. Plus de 7 Français sur 10 soutiennent les «gilets jaunes», qui disposent d'un large soutien parmi les travailleurs à l'international. Mais la classe politique et les appareils syndicaux, intégrés dans l'appareil d'État et déjà furieux d'avoir été débordés sur leur gauche par les «gilets jaunes», leur sont violemment hostiles. Ils tentent d'étrangler dans l'oeuf les luttes ouvrières qui se déclarent contre Macron.

La voie pour aller de l'avant est de mobiliser en lutte des sections de plus en plus larges des travailleurs indépendamment des appareils syndicaux et contre eux, en France et à travers l'Europe, pour la défense des droits démocratiques et sociaux.

**Anthony Torres**

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : **[Anthony Torres](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)